

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2015/00194]

**26 FEVRIER 2015.** — Arrêté royal organisant la gestion administrative et financière du Service de l'Etat à gestion séparée Service central de Traduction allemande

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'article 140;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'article 74, alinéa 3;

Vu la loi-programme du 23 décembre 2009, l'article 200;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1998 fixant le montant des rétributions auxquelles peuvent donner lieu les prestations effectuées par les services du commissaire d'arrondissement compétent pour la région de langue allemande;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> février 2013;

Vu les avis 55.509/2 et 56.589/2/V du Conseil d'Etat, donnés les 15 avril 2014 et 25 août 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la présence au comité de gestion, visé à l'article 4 du présent arrêté, du secrétaire général du Ministère de la Communauté germanophone, visé à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, d), est purement facultative dans le chef de celui-ci. En effet, conformément à l'avis 56.589/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2014, le principe de l'autonomie respective de l'Etat fédéral, des communautés et des régions s'oppose à ce qu'une entité fédérale ou fédérée prévoie unilatéralement la participation obligatoire d'une instance relevant d'un autre niveau de pouvoir dans la composition des organes qu'elle institue.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "le SCTA" : le Service de l'Etat à gestion séparée Service central de Traduction allemande;

2° "le Ministre" : le Ministre de l'Intérieur;

3° "le comité de gestion" : le comité de gestion du SCTA;

4° "le fonctionnaire dirigeant" : le chef de service du SCTA.

#### CHAPITRE II. — Missions

**Art. 2.** Le SCTA a notamment pour mission :

1° d'assurer la traduction allemande d'arrêtés royaux et ministériels pour le compte des ministres fédéraux, à l'exception du Ministre de l'Intérieur;

2° de fournir aux ministres fédéraux une aide pour l'établissement des listes des arrêtés royaux et ministériels à traduire et pour la traduction allemande de ceux-ci, à l'exception du Ministre de l'Intérieur;

3° d'assurer la traduction allemande d'avis, de communications et de formulaires émanant d'administrations publiques fédérales, à l'exception du SPF Intérieur.

### FEDERALE OVERHEIDS DIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2015/00194]

**26 FEBRUARI 2015.** — Koninklijk besluit tot organisatie van het administratief en financieel beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer Centrale Dienst voor Duitse Vertalingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, de artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, artikel 140;

Gelet op de wet overheidsoptdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, artikel 74, derde lid;

Gelet op de programmawet van 23 december 2009, artikel 200;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1998 tot vaststelling van het bedrag van de retributies waartoe de door de diensten van de arrondissementscommissaris die bevoegd is voor het Duitse taalgebied verrichte prestaties aanleiding kunnen geven;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 17 oktober 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 1 februari 2013;

Gelet op advies 55.509/2 en 56.589/2/V van de Raad van State, gegeven op 15 april 2014 en 25 augustus 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanwezigheid in het beheerscomité bedoeld in artikel 4 van dit besluit van de secretaris-generaal van het ministerie van de Duitstalige gemeenschap bedoeld in artikel 4, eerste lid, 2<sup>o</sup>, d) louter facultatief is in hoofde van deze laatste. In overeenstemming met het advies 56.589/2/V van de Raad van State, gegeven op 25 augustus 2014, belemmert het beginsel van de wederzijdse autonomie van de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten immers dat een federale of gefedereerde entiteit eenzijdig de verplichte deelname voorziet van een instantie die tot een ander bevoegdheidsniveau behoort in de samenstelling van de organen die zij opricht.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

1° "de CDDV" : de Staatsdienst met afzonderlijk beheer Centrale Dienst voor Duitse Vertalingen;

2° "de Minister" : de Minister van Binnenlandse Zaken;

3° "het beheerscomité" : het beheerscomité van de CDDV;

4° "de leidend ambtenaar" : het diensthoofd van de CDDV.

#### HOOFDSTUK II. — Opdrachten

**Art. 2.** De CDDV heeft inzonderheid als opdracht :

1° het verzekeren van de Duitse vertaling van koninklijke en ministeriële besluiten voor rekening van de federale ministers, met uitzondering van de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° het helpen van de federale ministers bij het opstelling van de lijsten van de koninklijke en ministeriële besluiten die vertaald moeten worden en bij de Duitse vertaling hiervan, met uitzondering van de Minister van Binnenlandse Zaken;

3° het verzekeren van de Duitse vertaling van adviezen, communicaties en formuleren afkomstig van federale overheidsadministraties, met uitzondering van de FOD Binnenlandse Zaken.

CHAPITRE III. — *La gestion*Section I<sup>e</sup>. — Principe général

**Art. 3.** Les organes de gestion du SCTA sont le comité de gestion, l'ordonnateur et le fonctionnaire dirigeant.

## Section II. — Le comité de gestion

**Art. 4.** Le comité de gestion est composé comme suit :

1° les membres avec voix délibérative,

a) le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation du Service public fédéral Intérieur, ou son remplaçant;

b) le directeur fonctionnel du service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du Service public fédéral Intérieur, ou son remplaçant;

c) le fonctionnaire dirigeant, ou son remplaçant;

d) le représentant du Service public fédéral Chancellerie du Premier Ministre, ou son remplaçant;

2° les membres avec voix consultative,

a) l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre, et chargé des dossiers du SCTA;

b) le représentant d'un service de l'Etat à gestion séparée du Service public fédéral Intérieur;

c) le secrétaire du comité de gestion ;

d) le secrétaire général du Ministère de la Communauté germanophone, ou son remplaçant.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, d), et 2<sup>o</sup>, b), et les remplaçants, sont désignés pour une période de quatre ans par le Ministre de l'Intérieur, après concertation avec les ministres concernés.

Le membre démissionnaire ou décédé est remplacé immédiatement. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

**Art. 5.** Le comité de gestion est notamment chargé des missions suivantes :

1<sup>o</sup> approuver le plan d'action du SCTA, ainsi que le plan du personnel à charge des moyens du SCTA;

2<sup>o</sup> approuver le projet de budget annuel qui reprend toutes les recettes et toutes les dépenses;

3<sup>o</sup> approuver le plan d'investissement annuel et ses modifications éventuelles;

4<sup>o</sup> approuver l'objet des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services, dans les limites de l'article 28;

5<sup>o</sup> approuver avant le 31 mars de chaque année le projet du compte d'exécution du budget et les comptes patrimoniaux de l'exercice écoulé;

6<sup>o</sup> soumettre annuellement au Ministre un rapport d'activités;

7<sup>o</sup> déterminer la politique tarifaire;

8<sup>o</sup> proposer au Roi les rétributions à fixer pour les prestations fournies par le SCTA en exécution de l'article 2;

9<sup>o</sup> arrêter un règlement d'ordre intérieur;

10<sup>o</sup> fournir, de sa propre initiative ou à la demande du Ministre, des avis en ce qui concerne le fonctionnement du SCTA.

**Art. 6.** Le comité de gestion se réunit autant de fois que nécessaire et au moins trois fois par an. Il se réunit à Bruxelles dans un des locaux du Service public fédéral Intérieur.

Le président convoque par écrit ou par courriel au moins cinq jours ouvrables à l'avance les membres du comité, d'autorité ou sur demande motivée du fonctionnaire dirigeant ou d'au moins deux membres du comité ayant voix délibérative.

La convocation précise l'ordre du jour, qui doit notamment comporter tout point émanant d'un membre qui est parvenu au président au moins dix jours ouvrables avant la réunion.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le président du comité de gestion est le directeur fonctionnel du service d'encadrement Personnel et Organisation du Service public fédéral Intérieur, ou son remplaçant. Le vice-président du comité de gestion est le directeur fonctionnel du service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du Service public fédéral Intérieur ou son remplaçant.

HOOFDSTUK III. — *Beheer*

## Afdeling I. — Algemeen principe

**Art. 3.** De beheersorganen van de CDDV zijn het beheerscomité, de ordonnateur en de leidend ambtenaar.

## Afdeling II. — Het beheerscomité

**Art. 4.** Het beheerscomité is als volgt samengesteld :

1<sup>o</sup> de stemgerechtigde leden,

a) de functionele directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, of zijn plaatsvervanger;

b) de functionele directeur van de stafdienst Budget en Beheerscontrole van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, of zijn plaatsvervanger;

c) de leidend ambtenaar, of zijn plaatsvervanger;

d) de vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Kanselarij van de Eerste Minister, of zijn plaatsvervanger;

2<sup>o</sup> de leden met raadgevende stem,

a) de inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister, en die belast is met de dossiers van de CDDV;

b) de vertegenwoordiger van een Staatsdienst met afzonderlijk beheer van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken;

c) de secretaris van het beheerscomité;

d) de secretaris-generaal van het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap, of zijn plaatsvervanger;

De leden bedoeld in het eerste lid, 1<sup>o</sup>, d), en 2<sup>o</sup>, b), en de plaatsvervangers worden aangeduid door de Minister van Binnenlandse Zaken, na overleg met de betrokken ministers, voor een periode van vier jaar.

Als een lid ontslag neemt of overlijdt, wordt het onmiddellijk vervangen. Het nieuwe lid voltooit het mandaat van zijn voorganger.

**Art. 5.** Het beheerscomité is inzonderheid belast met de volgende opdrachten :

1<sup>o</sup> het actieplan van de CDDV goedkeuren, alsook het personeelsplan ten laste van de middelen van de CDDV;

2<sup>o</sup> het jaarlijkse ontwerp van begroting met alle ontvangsten en uitgaven goedkeuren;

3<sup>o</sup> het jaarlijks investeringsplan en de eventuele wijzigingen ervan goedkeuren;

4<sup>o</sup> het voorwerp van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten goedkeuren, binnen de perken van artikel 28;

5<sup>o</sup> vóór 31 maart van elk jaar het ontwerp van de uitvoeringsrekening van de begroting en de vermogensrekeningen van het afgelopen begrotingsjaar goedkeuren;

6<sup>o</sup> jaarlijks een activiteitenverslag indienen bij de Minister;

7<sup>o</sup> het tariefbeleid bepalen;

8<sup>o</sup> aan de Koning de retributies voorstellen voor de prestaties die geleverd worden door de CDDV in uitvoering van artikel 2;

9<sup>o</sup> een huishoudelijk reglement vaststellen;

10<sup>o</sup> op eigen initiatief of op vraag van de Minister, adviezen geven over de werking van de CDDV.

**Art. 6.** Het beheerscomité vergadert zo vaak als nodig en ten minste drie keer per jaar. Het komt bijeen in Brussel in één van de lokalen van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

De voorzitter roept de leden van het comité ten minste vijf werkdagen vooraf op per brief of e-mail, en dit ambtshalve of op gemotiveerd verzoek van de leidend ambtenaar of van ten minste twee stemgerechtigde leden van het comité.

De oproeping vermeldt de dagorde, die met name elk punt moet bevatten dat een lid ten minste tien werkdagen voor de vergadering aan de voorzitter heeft doorgegeven.

**Art. 7. § 1.** De voorzitter van het beheerscomité is de functionele directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, of zijn plaatsvervanger. De vice-voorzitter van het beheerscomité is de functionele directeur van de stafdienst Budget en Beheerscontrole van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, of zijn plaatsvervanger.

Le comité de gestion délibère sous la présidence du président ou, en son absence, sous celle du vice-président.

Le comité de gestion ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres avec voix délibérative est présente.

Si le quorum visé à l'alinéa 3 n'est pas atteint, le comité peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

§ 2. Les décisions du comité de gestion sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Les délibérations du comité de gestion sont consignées au procès-verbal, signé par le président et le secrétaire.

**Art. 8.** Le secrétaire du comité de gestion est désigné par le président du comité de gestion au sein du personnel du SCTA selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

**Art. 9.** A la demande d'un des membres du comité de gestion, le président peut convier d'autres personnes à participer aux réunions du comité de gestion, afin de donner un avis sur un point figurant à l'ordre du jour.

Les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'ont pas le droit de vote.

### *Section III. — L'ordonnateur*

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** L'ordonnateur est le fonctionnaire dirigeant.

§ 2. L'ordonnateur est chargé :

1° de constater les droits au profit du Service de l'Etat à gestion séparée;

2° d'engager toute dépense autorisée à charge des moyens du Service de l'Etat à gestion séparée;

3° d'exécuter les pouvoirs en matière de marchés publics de travaux, de fournitures ou de services, dans les limites de l'article 28.

§ 3. L'ordonnateur peut déléguer, sous sa responsabilité, certaines tâches visées au § 2, à un ou plusieurs fonctionnaires de niveau A du SCTA, à condition que le montant concerné, hors T.V.A., soit inférieur à 5.500 euros.

### *Section IV. — Le fonctionnaire dirigeant*

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Le Ministre désigne, sur proposition du président du comité de direction du Service public fédéral Intérieur, un fonctionnaire dirigeant de la classe A3 au maximum.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant assure :

1° la gestion quotidienne administrative et financière du SCTA;

2° la rédaction et le suivi du plan d'action visé à l'article 5, 1°, ainsi que le suivi des orientations arrêtées par le comité de gestion;

3° l'établissement du projet de budget annuel qui reprend toutes les recettes et toutes les dépenses;

4° la rédaction du projet de rapport d'activités visé à l'article 5, 6°;

5° la formulation de propositions concernant l'engagement de personnel, dans les limites des moyens disponibles du Service de l'Etat à gestion séparée.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer, sous sa responsabilité, certaines tâches visées au § 2, 2°, 3° et 4°.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, les tâches visées au § 2 sont déléguées à un fonctionnaire au sein du SCTA, désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Het beheerscomité beraadslaagt onder het voorzitterschap van de voorzitter of, bij diens afwezigheid, onder dit van de vice-voorzitter.

Het beheerscomité kan slechts geldig beraadslagen als de meerderheid van zijn de stemgerechtigde leden aanwezig is.

Indien het quorum bedoeld in het derde lid niet bereikt wordt, kan het comité, na een tweede oproeping, geldig beraadslagen over dezelfde agenda, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 2. De beslissingen van het beheerscomité worden genomen bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. In geval van staking van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. Van de beraadslagingen van het beheerscomité worden notulen opgesteld die door de voorzitter en de secretaris worden ondertekend.

**Art. 8.** De secretaris van het beheerscomité wordt aangewezen door de voorzitter van het beheerscomité onder het personeel van de CDDV volgens de modaliteiten die vastgesteld worden in het huishoudelijk reglement.

**Art. 9.** Op vraag van één van de leden van het beheerscomité kan de voorzitter andere personen uitnodigen om deel te nemen aan de vergaderingen van het beheerscomité, teneinde een advies te geven over een punt van de dagorde.

De personen bedoeld in het eerste lid zijn niet stemgerechtigd.

### *Afdeling III. — De ordonnateur*

**Art. 10. § 1.** De ordonnateur is de leidend ambtenaar.

§ 2. De ordonnateur is belast met :

1° het vaststellen van de rechten ten bate van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer;

2° het aangaan van iedere gemachtigde uitgave ten laste van de middelen van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer;

3° het uitoefenen van de bevoegdheden inzake overheidsopdrachten voor aanname van werken, leveringen of diensten, binnen de perken van artikel 28.

§ 3. De ordonnateur kan, op zijn verantwoordelijkheid, bepaalde taken bedoeld in § 2, overdragen aan één of meerdere ambtenaren van niveau A van de CDDV, op voorwaarde dat het betrokken bedrag, exclusief btw, lager is dan 5.500 euro.

### *Afdeling IV. — De leidend ambtenaar*

**Art. 11. § 1.** De Minister wijst, op voordracht van de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, een leidend ambtenaar aan van ten hoogste de klasse A3.

§ 2. De leidend ambtenaar zorgt voor :

1° het dagelijkse administratieve en financiële beheer van de CDDV;

2° de opstelling en opvolging van het actieplan bedoeld in artikel 5, 1°, alsook de opvolging van de door het beheerscomité vastgelegde beleidslijnen;

3° de opstelling van het ontwerp van jaarlijkse begroting met alle ontvangsten en uitgaven;

4° de opstelling van het ontwerp van activiteitenverslag bedoeld in artikel 5, 6°;

5° de formulering van voorstellen betreffende de aanwerving van personeel, binnen de perken van de beschikbare middelen van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer.

§ 3. De leidend ambtenaar kan, op zijn verantwoordelijkheid, bepaalde taken bedoeld in § 2, 2°, 3° en 4°, overdragen.

§ 4. In geval van afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar, worden de taken bedoeld in § 2 overgedragen aan een ambtenaar binnen de CDDV, die aangewezen wordt door de leidend ambtenaar.

**Art. 12.** Le comité de gestion peut déléguer au fonctionnaire dirigeant les tâches visées à l'article 5, 10°.

#### CHAPITRE IV. — *Le contrôle interne*

**Art. 13.** Le SCTA est soumis au contrôle interne existant au sein du Service public fédéral Intérieur, ainsi qu'aux modalités de contrôle spécifiques prévues par le présent arrêté.

#### CHAPITRE V. — *La gestion financière et budgétaire*

##### Section I<sup>e</sup>. — Dispositions générales

**Art. 14.** Les moyens du SCTA sont constituées par :

- 1° une dotation annuelle inscrite au budget général des dépenses;
- 2° des recettes fonctionnelles et d'exploitation;
- 3° les moyens financiers disponibles à la fin de l'année précédente;
- 4° les dons et legs éventuels.

**Art. 15.** Une dotation annuelle est octroyée au SCTA pour couvrir les frais.

**Art. 16.** Les dispositions concernant la comptabilité des services d'administration générale s'appliquent au SCTA, sauf disposition contraire du présent arrêté.

##### Section II. — La confection du budget

**Art. 17.** Le budget est subdivisé comme suit :

Solde au 1<sup>er</sup> janvier :

Recettes :

- 1° recettes en provenance du budget de l'Etat;
- 2° recettes fonctionnelles et d'exploitation;
- 3° dons et legs.

Dépenses :

1° rémunérations pour les membres du personnel contractuels engagés à charge du budget du SCTA;

2° frais de fonctionnement;

3° dépenses fonctionnelles et d'exploitation;

4° investissements;

5° dépenses pour ordre.

Solde au 31 décembre :

Les opérations sont ventilées conformément à la classification économique.

Les dépenses ne peuvent dépasser les moyens disponibles.

**Art. 18.** Les crédits de dépenses portent sur les sommes qui seront dues au cours de l'année budgétaire concernée.

**Art. 19.** Les crédits encore disponibles à l'expiration de l'année budgétaire peuvent être utilisés dès le début de l'année budgétaire suivante.

**Art. 20.** Le président du comité de gestion soumet au Ministre le projet de budget du SCTA.

Le projet de budget est transmis par le Ministre au Ministre du Budget, avant le 1<sup>er</sup> mai de l'année qui précède l'année budgétaire.

##### Section III. — La comptabilité et la reddition des comptes

**Art. 21.** A la fin de chaque année, il est dressé un compte de gestion du SCTA, un compte d'exécution du budget et un état de l'actif et du passif.

Au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année à laquelle ils se rapportent, ces comptes sont transmis par le Ministre au Ministre des Finances, qui les soumet à la Cour des Comptes avant le 30 avril de la même année, selon les modalités prévues par le service d'encadrement Budget et Contrôle de la Gestion du Service public fédéral Intérieur.

**Art. 12.** Het beheerscomité kan aan de leidend ambtenaar de in artikel 5, 10°, bedoelde taken overdragen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Interne controle*

**Art. 13.** De CDDV is onderworpen aan de bestaande interne controle binnen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, alsook aan de in dit besluit voorziene specifieke controlemodaliteiten.

#### HOOFDSTUK V. — *Financieel en budgetair beheer*

##### Afdeling I. — Algemene bepalingen

**Art. 14.** De middelen van de CDDV bestaan uit :

1° een jaarlijkse dotatie ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting;

2° functionele en exploitatieontvangsten;

3° de beschikbare financiële middelen op het einde van het vorige jaar;

4° de eventuele giften en legaten.

**Art. 15.** Een jaarlijkse dotatie wordt toegekend aan de CDDV om de kosten te dekken.

**Art. 16.** De bepalingen betreffende de comptabiliteit van de diensten van algemeen bestuur zijn van toepassing op de CDDV, behoudens tegengestelde bepaling in dit besluit.

##### Afdeling II. — Het opmaken van de begroting

**Art. 17.** De begroting wordt als volgt onderverdeeld :

Saldo op 1 januari :

Ontvangsten:

1° ontvangsten afkomstig van de staatsbegroting;

2° functionele en exploitatieontvangsten;

3° giften en legaten.

Uitgaven :

1° bezoldigingen voor contractuele personeelsleden geworven ten laste van de begroting van de CDDV;

2° werkingskosten;

3° functionele en exploitatie-uitgaven;

4° investeringen;

5° uitgaven voor orde.

Saldo op 31 december :

De verrichtingen worden opgesplitst volgens de economische classificatie.

De uitgaven mogen de beschikbare middelen niet overschrijden.

**Art. 18.** De kredieten van de uitgaven hebben betrekking op de sommen die tijdens het desbetreffende begrotingsjaar verschuldig zullen zijn.

**Art. 19.** De op het einde van het begrotingsjaar niet opgebruikte kredieten mogen gebruikt worden vanaf het begin van het volgende begrotingsjaar.

**Art. 20.** De voorzitter van het beheerscomité legt het ontwerp van begroting van de CDDV voor aan de Minister.

Het ontwerp van begroting wordt door de Minister doorgestuurd naar de Minister van Begroting, vóór 1 mei van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat.

##### Afdeling III. — De boekhouding en het afleggen van de rekeningen

**Art. 21.** Op het einde van ieder jaar worden een beheersrekening van de CDDV, een uitvoeringsrekening van de begroting en een staat van activa en passiva opgesteld.

Uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, worden die rekeningen door de Minister doorgestuurd naar de Minister van Financiën, die deze vóór 30 april van hetzelfde jaar voorlegt aan het Rekenhof, volgens de modaliteiten voorzien door de stafdienst Budget en Beheerscontrole van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

**Art. 22.** Lors de la cessation de ses fonctions, le comptable dresse un compte de fin de gestion.

#### *Section IV. — La gestion*

**Art. 23.** Le budget est géré par le fonctionnaire dirigeant, en concertation avec le comptable du SCTA, sous le contrôle du comité de gestion, dans le respect des règles applicables aux services d'administration générale.

**Art. 24.** Le comptable, justiciable de la Cour des Comptes, est chargé :

- 1° de la perception des recettes constatées;
- 2° de la perception des dons et legs éventuels;
- 3° de l'exécution des paiements;
- 4° de la gestion et de la garde des fonds et valeurs;
- 5° de l'élaboration et de la garde des documents visés aux articles 21 et 22;
- 6° de la tenue de la comptabilité patrimoniale;
- 7° de l'établissement périodique d'un inventaire du patrimoine.

#### *Section V. — Le contrôle*

**Art. 25. § 1<sup>er</sup>.** Le SCTA est soumis au contrôle du Ministre et de l'Inspecteur des Finances.

L'Inspecteur des Finances a les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

§ 2. L'Inspecteur des Finances dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre un recours auprès du Ministre contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que l'Inspecteur des Finances y ait été régulièrement convoqué, et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a eu connaissance.

Si le Ministre saisi du recours n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de vingt jours ouvrables commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 2, la décision devient définitive.

L'annulation de la décision est notifiée au comité de gestion par le Ministre.

§ 3. La Cour des Comptes peut contrôler la comptabilité sur place. Elle peut se faire fournir en tout temps tout document justificatif, état, renseignement ou éclaircissement relatifs aux recettes, aux dépenses, aux avoirs et aux dettes.

**Art. 26.** Les dépenses sont liquidées et payées sans intervention préalable de la Cour des Comptes.

#### *CHAPITRE VI. — Le personnel engagé à charge du budget du SCTA*

**Art. 27.** Le personnel engagé à charge du budget du SCTA est soumis aux lois et règlements applicables au personnel des services d'administration générale.

#### *CHAPITRE VII. — Marchés publics*

**Art. 28.** L'ordonnateur exerce seul, pour les besoins du SCTA, les pouvoirs en matière de passation et d'exécution directes de marchés publics de travaux, de fournitures ou de services, quel que soit le mode de passation du marché, à condition que le montant ne dépasse pas 31.000 euros, hors T.V.A.

Pour autant que l'objet du marché public de travaux, de fournitures ou de services ait été approuvé au préalable par le comité de gestion, l'ordonnateur exerce, pour les besoins du SCTA, les pouvoirs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour les montants supérieurs à 31.000 euros et inférieurs ou égal à 67.000 euros, hors T.V.A.

Pour autant que l'objet du marché public de travaux, de fournitures ou de services ait été approuvé au préalable par le comité de gestion et le président du comité de direction du Service public fédéral Intérieur, l'ordonnateur exerce, pour les besoins du SCTA, les pouvoirs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour les montants supérieurs à 67.000 euros et inférieurs à 250.000 euros, hors taxe T.V.A.

**Art. 22.** De rekenplichtige maakt bij zijn ambtsneerlegging een eindbeheersrekening op.

#### *Afdeling IV. — Het beheer*

**Art. 23.** De begroting wordt beheerd door de leidend ambtenaar, in overleg met de rekenplichtige van de CDDV, onder het gezag van het beheerscomité, met naleving van de regels die op de diensten van algemeen bestuur van toepassing zijn.

**Art. 24.** De aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen rekenplichtige is belast met :

- 1° de inning van de vastgestelde ontvangsten;
- 2° de inning van de eventuele giften en legaten;
- 3° de uitvoering van de betalingen;
- 4° het beheer en de bewaring van de fondsen en waarden;
- 5° de uitwerking en de bewaring van de documenten bedoeld in de artikelen 21 en 22;
- 6° het bijnouden van de vermogenscomptabiliteit;
- 7° het periodiek opmaken van een inventaris van het vermogen.

#### *Afdeling V. — De controle*

**Art. 25. § 1.** De CDDV is onderworpen aan de controle van de Minister en de inspecteur van Financiën.

De inspecteur van Financiën beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over de ruimste bevoegdheid.

§ 2. De inspecteur van Financiën beschikt over een termijn van vier werkdagen om beroep bij de Minister in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, de statuten of het algemeen belang. Het beroep is opschorrend.

Die termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen werd, voor zover de inspecteur van Financiën daarop regelmatig uitgenodigd werd, en, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.

Indien de Minister, bij wie het beroep werd ingesteld, binnen een termijn van twintig werkdagen, die ingaat op dezelfde dag als de in het tweede lid bedoelde termijn, geen nietigverklaring uitgesproken heeft, wordt de beslissing definitief.

De nietigverklaring van de beslissing wordt door de Minister aan het beheerscomité betekend.

§ 3. Het Rekenhof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren. Het Rekenhof mag zich te allen tijde alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of toelichtingen doen verstrekken betreffende de ontvangsten, de uitgaven, het vermogen en de schulden.

**Art. 26.** De uitgaven worden vereffend en betaald zonder voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof.

#### *HOOFDSTUK VI. — Personeel geworven ten laste van de begroting van de CDDV*

**Art. 27.** Het personeel geworven ten laste van de begroting van de CDDV is onderworpen aan de wetten en reglementen die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van algemeen bestuur.

#### *HOOFDSTUK VII. — Overheidsopdrachten*

**Art. 28.** De ordonnateur oefent alleen, voor de noden van de CDDV, de bevoegdheden uit over de rechtstreekse gunning en uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen of diensten, op welke wijze de opdracht ook gegund wordt, op voorwaarde dat het bedrag de 31.000 euro niet overschrijdt, exclusief btw.

Voor zover het voorwerp van de overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten vooraf werd goedgekeurd door het beheerscomité, oefent de ordonnateur, voor de noden van de CDDV, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uit voor bedragen hoger dan 31.000 euro en lager dan of gelijk aan 67.000 euro, exclusief btw.

Voor zover het voorwerp van de overheidsopdracht voor aanneming van werken, leveringen of diensten vooraf werd goedgekeurd door het beheerscomité en de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, oefent de ordonnateur, voor de noden van de CDDV, de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uit voor bedragen hoger dan 67.000 euro en lager dan 250.000 euro, exclusief btw.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 29.** L'arrêté royal du 26 janvier 1998 fixant le montant des rétributions auxquelles peuvent donner lieu les prestations effectuées par les services du commissaire d'arrondissement compétent pour la Région de langue allemande, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007, est abrogé.

Art. 30. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 26 février 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

La Ministre de l'Intérieur,  
J. JAMBON

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2015/03140]

**3 AVRIL 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2013 relatif au fonctionnement du point de contact central visé à l'article 322, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) prévoit que les numéros des comptes dont le contribuable, son conjoint ainsi que les enfants dont les revenus ont été cumulés avec ceux des parents conformément à l'article 126, § 4, CIR 92, ont été titulaires à un quelconque moment dans le courant de la période imposable auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit et d'épargne établi à l'étranger, doivent être communiqués au point de contact central (ci-après "PCC") visé à l'article 322, § 3, CIR 92, au plus tard au moment de l'introduction de la déclaration à l'impôt des personnes physiques (IPP) qui comporte la mention de l'existence de ces comptes étrangers, sauf si cette communication a déjà été effectuée au cours d'un exercice d'imposition précédent.

A l'instar de ce qui a été prévu pour les autres données reprises dans le PCC (numéros de comptes bancaires ouverts en Belgique et types des contrats conclus en Belgique, ainsi que l'identité de leurs titulaires), visées à l'article 322, § 3, CIR 92, les numéros de comptes étrangers et l'identité de leur titulaire ne pourront être consultés que par l'agent qui, conformément à l'article 322, § 2, CIR 92, a été désigné par le Ministre des Finances, ainsi que par les fonctionnaires chargés du recouvrement des impôts visés à l'article 319bis, CIR 92. En revanche, contrairement à ces autres données, qui sont communiquées au PCC une fois par an, par voie électronique et de manière systématique par les établissements de banque, de change, de crédit et d'épargne établis en Belgique, les données visées à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 doivent être communiquées au PCC par le contribuable lui-même, par voie électronique ou sur papier, sans fréquence fixe prédefinie.

L'arrêté royal du 17 juillet 2013 relatif au fonctionnement du PCC (ci-après "l'arrêté royal") ne concerne actuellement que les données reprises dans le PCC, conformément à l'article 322, § 3, CIR 92. L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté complète donc les dispositions de l'arrêté royal en vue d'adapter les modalités de fonctionnement du PCC à l'adjonction des données relatives aux comptes étrangers des contribuables visés à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, CIR 92. En particulier, le présent arrêté a pour objectif de déterminer les modalités d'alimentation et de consultation du PCC en ce qui concerne les informations relatives aux comptes étrangers, dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**A. Alimentation****1. Notion de "contribuable"**

Les données visées à l'article 307, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, CIR 92 doivent être communiquées au PCC par le "contribuable", à savoir toute personne visée à l'article précité qui doit faire mention de l'existence d'un compte étranger dans la déclaration à l'impôt des personnes physiques (IPP). Cette définition est ajoutée à la liste des définitions reprises à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal (nouveau point 2°/1).

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 29.** Het koninklijk besluit van 26 januari 1998 tot vaststelling van het bedrag van de retributies waartoe de door de diensten van de arrondissemenscommissaris die bevoegd is voor het Duitse taalgebied verrichte prestaties aanleiding kunnen geven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2007, wordt opgeheven.

Art. 30. Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 februari 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

## FEDERALE OVERHEIDS DIENST FINANCIEN

[C – 2015/03140]

**3 APRIL 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2013 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt bedoeld in het artikel 322, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992**

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 307, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) bepaalt dat de nummers van de rekeningen waarvan de belastingplichtige, zijn echtgenoot, alsmede de kinderen waarvan de inkomsten, overeenkomstig artikel 126, § 4, WIB 92, bij die van de ouders zijn gevoegd, op enigerlei ogenblik tijdens het belastbaar tijdsperiode zijn geweest bij een in het buitenland gevestigde bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling, moeten worden gemeld bij het in artikel 322, § 3, WIB 92 bedoelde centraal aanspreekpunt (hierna het "CAP"), ten laatste gelijktijdig met de indiening van de aangifte waarin het bestaan van in dit lid bedoelde buitenlandse rekeningen wordt vermeld, tenzij die melding reeds is gebeurd in een vorig aanslagjaar.

Naar het voorbeeld van de andere gegevens die in het CAP zijn opgenomen (nummers van de in België geopende bankrekeningen en soorten van afgesloten contracten, evenals de identiteit van de houders ervan), zoals bedoeld in artikel 322, § 3, WIB 92, zullen de nummers van de buitenlandse rekeningen en de identiteit van de houders ervan enkel mogen worden geraadpleegd door de ambtenaar die, overeenkomstig artikel 322, § 2, WIB 92, door de Minister van Financiën wordt aangesteld, alsook door de met de invordering belaste ambtenaren zoals bedoeld in artikel 319bis, WIB 92. Echter, in tegenstelling tot deze andere gegevens welke eenmaal per jaar via een elektronisch kanaal en op systematische wijze aan het CAP worden meegeleid door de in België gevestigde bank-, wissel-, krediet- en spaarinstellingen, moeten de in artikel 307, § 1, tweede lid, WIB 92 bedoelde gegevens door de belastingplichtige zelf bij het CAP worden gemeld, via een elektronisch kanaal of op papier, zonder vooraf bepaalde vaste frequentie.

Het koninklijk besluit van 17 juli 2013 betreffende de werking van het centraal aanspreekpunt (hierna "het koninklijk besluit") heeft momenteel enkel betrekking op de gegevens bedoeld in artikel 322, § 3, WIB 92. Het besluit dat wij de eer hebben aan Uw Majestieit ter ondertekening voor te leggen, vult bijgevolg de bepalingen van het koninklijk besluit aan om de werkingsmodaliteiten van het CAP aan te passen aan de toevoeging van de gegevens aangaande buitenlandse rekeningen van belastingplichtigen bedoeld in artikel 307, § 1, tweede lid, WIB 92. Onderhavig besluit heeft in het bijzonder tot doel de modaliteiten inzake gegevensinvoer en raadpleging van het CAP vast te leggen wat de informatie inzake buitenlandse bankrekeningen betreft, met inachtneming van de bepalingen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer t.o.v. de verwerking van persoonsgegevens.

**A. Gegevensinvoer****1. Het begrip "belastingplichtige"**

De in artikel 307, § 1, tweede lid, WIB 92 bedoelde gegevens moeten aan het CAP worden medegeleid door de "belastingplichtige", met name iedere persoon bedoeld in voormeld artikel die het bestaan van een buitenlandse rekening moet vermelden in de aangifte in de personenbelasting (PB). Deze definitie wordt aan de bestaande lijst van definities in artikel 1 van het koninklijk besluit toegevoegd (nieuw punt 2°/1).